



RASSEMBLEMENT DES TRAVAILLEURS AFRICAINS-SENEGAL (RTA-S)

Récépissé N° 9182/MINT/DAGAT du 27 mars 1997

BP : 13 725 Dakar – SENEGAL Tel. 78 140 31 50

Siège : Scat Urbam, Grand-Yoff Sud, Villa C-38, 1^{er} étage Apt 4-D

RESOLUTION DU BP DU 30 AOUT 2025

Réuni le 30 aout 2025, sous la présidence de son Secrétaire Général Adjoint, Fallou GUEYE, le Bureau politique (Bp) du Rta-S a procédé, d'une part, à l'examen de la situation du parti dans la dernière période en vue de dégager les perspectives pour la période à venir et, d'autre part à l'analyse de la situation nationale et internationale.

I- CONCERNANT LES ACTIVITES DU PARTI

Le Bp après avoir fait un bilan sans complaisance des activités du parti dans la dernière période, a pu retenir les conclusions suivantes :

- 1- adresser ses félicitations au Secrétariat pour le travail accompli, en particulier la construction en cours du Site Web du parti et surtout celles exprimées aux camarades de Birkilane et des Parcelles Assainies pour l'excellent travail de ralliement accompli dans la période et qui leur a valu l'attribution d'un diplôme d'honneur ;
- 2- recommander la correction des faiblesses persistantes au niveau du fonctionnement des structures par une plus grande implication des responsables des départements de travail pour la réalisation effective des tâches indiquées dans le plan d'action trimestriel ;
- 3- appeler tous les militants à l'appropriation des orientations du parti fondées sur les valeurs de justice sociale, d'équité territoriale, de solidarité, telles qu'exprimées à travers notre slogan « *Réew dan koy péncoo, ken du ko pàccoo* » pour l'émergence de militants acquis à la cause de la libération nationale et de la construction du socialisme ;
- 4- donner mandat au Secrétariat pour la mise en application sans délai des conclusions issues du BP autour du plan d'action trimestriel réactualisé et adapté à la situation actuelle ;
- 5- poursuivre le travail de renforcement de l'unité de la CDS dans l'option de passer de la confédération à la Fédération afin d'édifier une coalition de la Gauche en capacité de proposer une alternative politique en cohérence avec notre programme politique de lutte pour la libération nationale et la construction du socialisme ;
- 6- réaffirmer notre adhésion au FDR en tant que cadre d'unité d'actions pour la défense de la démocratie et de la République dont les fondements sont aujourd'hui fortement ébranlés par le régime pastéfien.

II- SUR LA SITUATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

Sur le plan national, depuis l'installation du nouveau régime, en avril 2024, le duo Diomaye-Sonko ne nous sert que des slogans et des annonces de rupture accompagnées de menaces et autres diatribes contre l'ancien régime. Pendant que les populations vivent de plus en plus des difficultés liées à la cherté du coût de la vie. L'économie, dans tous les secteurs, semble essoufflée, Port, aéroport, etc. Et tous les clignotants indiquent que le cap pris est mal engagé et bien confus.

La violation des droits et libertés démocratiques est devenue la marque de fabrique des nouveaux gouvernants sous la direction de Pastef.

Ainsi, une opération de mise à mort de la presse indépendante est déployée à travers une **des attaques contre les entreprises de presse**, qui semblent avoir pour objectif de dompter la presse. Car, les actes comme le refus de moratoire, le gel des créances, le gel, depuis 2024, du Fonds d'aide à la presse, inscrit dans le Code de la Presse, le non-paiement de la dette due à la presse, la résiliation des contrats publicitaires, etc., ne traduisent pas autre chose qu'une tentative de museler ce secteur.

Des journalistes, chroniqueurs et animateurs dans les médias sont persécutés et mis en détention pour un mot, pour une pensée non conforme à la pensée du Pastef. Les cas les plus emblématiques sont ceux de Moustapha Diakhaté, Bachir Fofana, Abdou Nguer, Badara Gadiaga, entre autres.

De même une traque annoncée et programmée avant d'être froidement exécutée est en cours dont les cibles identifiées sont des alliés du régime précédent, hommes d'affaire ou simples citoyens, poursuivis et mis en détention systématique. C'est le cas de Farba Ngom et ses frères, Tahirou Sarr, Samuel Sarr, etc.

Dans cette dynamique, est ouverte une chasse aux anciens ministres sous Macky Sall sous le prétexte de la reddition des comptes, véritable règlement des comptes qui ne dit pas son nom comme l'expriment très clairement les cas scandaleux de Mansour Faye, Sophie Gladima Siby, Ismaila Madior Fall, etc.

En outre, on assiste à une véritable politique de liquidation des emplois avec des ruptures abusives de contrats de travail dans plusieurs ministères et structures comme le Port Autonome de Dakar, la CDC, la TDS, la LONASE, le Grand-Théâtre, le FERA, etc. Ils sont plus de 30.000 agents licenciés et beaucoup d'entre eux remplacés par des militants du parti au pouvoir.

Comble d'inhumanité, les bourses de sécurité familiales initiées par Macky Sall, à l'exemple de Lula au Brésil, sont suspendues depuis plus de 15 mois, mettant ainsi en péril la vie de plus de 300.000 familles. Pourtant, le pouvoir pastéfien n'hésite pas, à distribuer 5 milliards à des ex-détenus politiques et autres victimes de la période insurrectionnelle pour soi-disant les indemniser, sans aucune décision de justice.

Plus grave encore, nos gouvernants ne se privent de rien. Les fonds spéciaux qualifiés naguère de fonds politiques « haram » (prohibés par l'Islam) donc « illicites » sous Macky Sall sont budgétisés à coup de Milliards pour le Président de la République et pour son Premier ministre, quand ce dernier voyage en jets privés et que le Président de l'Assemblée nationale s'engage à payer rubis sur ongles des véhicules aux députés.

Et pour couronner le tout, le Premier ministre promet aux populations des années d'austérité à travers son plan de redressement mâtiné à la sauce FMI, années qui risquent d'être particulièrement douloureuses pour elles, pour dire le moins.

Face à un tel régime particulièrement dangereux pour la stabilité du pays, pour la paix civile, la concorde nationale, l'équité et la justice sociale, la préservation des emplois, le BP appelle tous les militants à s'engager auprès des masses populaires pour une large mobilisation, afin de faire barrage aux politiques aventureuses en cours. C'est l'avenir de notre pays, le Sénégal, qui est en jeu !

Au niveau international, le contexte est marqué par des crises d'une extrême violence avec les guerres Ukraine-Russie, Israël-Hamas-Gaza, entre autres, les phénomènes de migration irrégulière, de changement climatique. Toutes choses qui peuvent aboutir à des catastrophes d'envergure et entraîner une guerre mondiale dont le déclenchement reste entre les mains d'un Trump survolté, complètement enfermé dans sa guerre commerciale inique.

L'Afrique, dans cette géopolitique mondiale, demeure encore pour l'essentiel de ses pays sous la domination économique et parfois politique des puissances impérialistes et continue de subir la balkanisation. En plus d'être déstabilisé par des régimes autoritaires et par des coups d'état militaires, le continent reste secoué par **le terrorisme islamiste** qui constitue de plus en plus un danger menaçant la stabilité et la paix dans tous les pays, ouest-africains en particulier.

Pour toutes ces raisons, le Bureau politique du Rta-S condamne les attaques terroristes meurtrières, aujourd'hui incessantes prenant parfois le caractère d'un génocide des Peuls, dans les pays du Sahel, Mali, Burkina, Niger, etc., exprime son soutien aux peuples de ces pays frères, tout en appelant ceux-ci à se mobiliser pour obliger les juntes militaires à sortir des transitions qui commencent à durer pour le retour à des institutions démocratiques permettant l'expression libre de la volonté des peuples. De manière particulière, le BP réaffirme son exigence pour la libération sans délai du Président Mohamed BAZOUM dont l'incarcération depuis deux ans maintenant avec son épouse heurte la conscience de tout démocrate d'Afrique et du monde.

Le Bp exprime sa solidarité militante au peuple martyr de Palestine et condamne fermement les agissements criminels de l'administration d'Israël soutenue par les Usa, avec son plan cynique de génocide à Gaza, tout en exigeant la mise en œuvre immédiate d'un cessez-le-feu.

Le Bp confond dans son soutien militant, les pays et peuples opprimés du monde, particulièrement ceux des pays comme le Venezuela, Cuba, l'Iran, victimes du fait de leur choix souverain d'édifier leur société, selon leurs options idéologiques et politiques.

Fait à Dakar, le 02 septembre 2025

Le Bureau Politique